

## **ARRÊTÉ DU MAIRE DE BRON**

Numéro : DAU\_AR20250408

Objet : portant autorisation de travaux dans un Établissement Recevant du Public (E.R.P.) AT n°069 029 25 00008 AUCHAN

**Le Maire de Bron, Jérémie BREAUD,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 122-3, L. 141-2, L. 143-2, L. 161-1, R. 122-7 et suivants, R. 143-1 et suivants ;

**VU** la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier un Établissement Recevant du Public déposée le 24 janvier 2025 en application de l'article L. 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous la demande d'autorisation de travaux n° 069 029 25 00008, sollicitée par AUCHAN HYPERMARCHE, représentée par Monsieur Yanick RANSQUIN, concernant l'aménagement d'un espace de vente et de restauration dans un bâtiment existant situé Centre Commercial Portes des Alpes, 69800 SAINT-PRIEST ;

**VU** l'avis favorable de la Sous-commission Départementale de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 13/03/2025 ;

**VU** l'avis réputé favorable de la Sous-commission Départementale d'Accessibilité pour les personnes handicapées en date du 01/04/2025;

### **ARRÊTE**

**Article 1 :** les travaux, visés dans le dossier de demande d'autorisation de travaux précité, concernant l'établissement AUCHAN, type M, catégorie 1, sis Centre Commercial des Alpes à Saint-Priest, sont autorisés.

**Article 2 :** les prescriptions formulées par les Sous-Commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité devront être impérativement respectées.

**Article 3 :** l'exploitant doit s'assurer des vérifications techniques obligatoires à la mise en œuvre des installations ou équipements concourant à la sécurité de son établissement avant l'accueil du public, et de son maintien en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité.

**Article 4 :** le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Bron dans le délai de deux mois à compter de sa publication sur le site Internet de la Ville. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

**Article 5 :** un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon ou déposé sur [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

**Fait à BRON, le**

**Jérémie BREAUD,**